



Comme contre la réforme des retraites, le 19 mars il s'agit de dire non à la volonté de mainmise de la Finance sur nos biens communs. Il s'agit de **défendre la Fonction Publique menacée au niveau de son existence même.**

La Sécurité Sociale, le système de retraite par répartition, les services publics, une Fonction publique neutre, avaient pour objectifs **que chacun et chacune ait une place dans la société, quelle que soit sa position sociale, et une égalité des droits.**

Les orientations prises au sein de l'Union Européenne depuis la fin du siècle dernier favorisent les intérêts financiers au détriment des services publics et de l'intérêt général. Le statut de fonctionnaire, recruté sur le concours garant de la neutralité du service public, est un obstacle. **Partout où elle y a intérêt, la logique marchande s'impose.**

Après les lignes directrices de gestion, le projet de loi « rémunération au mérite 2.0 » vise par l'évaluation individuelle des performances à diviser et instituer la concurrence entre les agent-e-s : **donner plus à quelques-un-e-s pour donner moins à l'ensemble !**

**C'est la casse des collectifs de travail**, anesthésiant les mobilisations et surtout vecteur de souffrance au travail généralisée car cela fera le lit du harcèlement et des pressions entre collègues.

La Macronie organise la même chose dans le secteur privé en voulant détricoter les conventions collectives. Le gouvernement casse les solidarités. **Il y a des convergences à construire.**

# EN GRÈVE ET EN MANIF !

**Le 19 mars, 14h30, place de la Gare**

Pour une augmentation significative du point d'indice pour commencer à rattraper les 30% perdus depuis une vingtaine d'années

Contre le projet de loi « rémunération au mérite 2.0 » et de toute régression statutaire

Pour le rétablissement de l'indexation des traitements sur l'inflation

Pour la restitution des 10 milliards soustraits au budget 2024

Pour des moyens adaptés aux besoins de la population et au bon fonctionnement des services publics pour améliorer nos conditions de travail, d'accueil et d'accompagnement, notamment par des recrutements statutaires

